

## Changement climatique et conflits agro-pastoraux au Sahel

Par **Bruno Hellendorff**

2 octobre 2012

### Résumé

Les conflits entre agriculteurs et éleveurs transhumants au Sahel sont parfois présentés comme une conséquence du changement climatique, voire une menace pour la stabilité internationale. Pourtant, l'environnement n'est qu'un facteur d'exacerbation des tensions parmi de nombreux autres, d'ordre socio-économiques et surtout politiques. Les prédictions climatiques elles-mêmes, difficilement étayées, ne permettent d'ailleurs pas de tirer de conclusions nettes. Les conflits agro-pastoraux soulèvent ainsi plus de questions qu'ils ne donnent de réponses. Ils n'en ouvrent pas moins un vaste champ d'analyse et d'action, et l'opportunité d'appréhender le difficile processus d'ajustement des populations sahéliennes aux enjeux environnementaux, sociaux, et politico-économiques contemporains.

**Mots clés** : conflits, Sahel, pastoralisme, conflits agro-pastoraux, changement climatique, agriculteurs-pasteurs, sécurité.

### Abstract

#### Climate change and agro-pastoral conflicts in the Sahel

Conflicts between farmers and herders in the Sahel are sometimes portrayed as a correlate of climate change, and a threat to international stability. Yet, environmental degradation is one factor among many others that can contribute to conflict in the Sahel as elsewhere. Socio-economic and political considerations are crucial. Climate predictions themselves are subject to criticism and hence provide little substance to perceived causal relations between the environment and conflicts. Agro-pastoral conflicts thus generate more questions than answers. Still, they open a wide field of analysis and action and constitute an excellent opportunity to venture into the deep and complex process of transformations undergone by Sahelian societies trying to adjust to contemporary environmental, social political and economic challenges.

**Keywords** : conflicts, Sahel, pastoralism, agro-pastoral conflicts, climate change, famers-herders, security.

### Citation :

HELLENDORFF Bruno, *Changement climatique et conflits agro-pastoraux au Sahel*, Note d'Analyse du GRIP, 2 octobre 2012, Bruxelles.

URL : <http://www.grip.org/fr/node/546>



## Introduction

En 2007, dans un article publié par le Washington Post, Ban Ki-Moon identifiait le changement climatique comme une cause profonde au conflit dramatique du Darfour<sup>1</sup>. Il y indiquait que les relations entre les éleveurs nomades et les fermiers sédentaires se sont dégradées à la suite de la baisse du niveau des précipitations pour conduire à des conflits qui ont dégénéré pour atteindre des proportions dantesques à partir de 2003. Selon Ban Ki-Moon, c'est un manque d'eau et de terres qui a engendré une des pires tragédies qu'ait traversées le continent africain ; cette vision est aujourd'hui la perspective centrale autour de laquelle est axé le débat sur les conséquences du changement climatique en matière de sécurité.

Il est difficile de trouver un rapport sur le sujet qui ne mentionne pas les conflits entre agriculteurs et pasteurs au Sahel, qui en deviennent une sorte d'épitomé des « conflits environnementaux ». Pourtant, ces antagonismes spécifiques expriment bien plus un phénomène de conflictualité ancré dans une réalité sociale particulière qu'une conséquence directe de la raréfaction de ressources naturelles comme la terre, l'eau ou le bois.

Le changement climatique<sup>2</sup> est indiscutablement l'un des enjeux mondiaux les plus importants du 21<sup>e</sup> siècle. Comme l'indiquait la déclaration de Rio de 1992, « la paix, le développement et la protection de l'environnement sont interdépendants et indivisibles »<sup>3</sup>. Le changement climatique représente donc, selon l'interprétation des Nations unies réaffirmée à l'occasion du sommet Rio+20, à la fois une menace pour l'environnement, la paix et le développement durable<sup>4</sup>.

Mais cette corrélation établie entre la question environnementale et la sécurité ne va pas sans poser question. Si l'enjeu du changement climatique est mondial, ses répercussions au niveau local ne peuvent faire l'objet d'une analyse indifférenciée. L'appréhension de ces répercussions environnementales ne peut en outre pas faire l'économie d'une prise en compte des facteurs socio-politiques et économiques qui leur donnent sens.

Les conflits entre agriculteurs et éleveurs transhumants sahéliens ou conflits « agro-pastoraux », fournissent malgré tout un cas d'école pour l'analyse des liens entre les conséquences d'une variabilité environnementale et l'explosion de conflits à une échelle locale. Ils illustrent aussi le processus d'ajustement des sociétés sahéliennes aux contraintes sociopolitiques, économiques, technologiques et environnementales contemporaines, ainsi que les difficultés qu'elles rencontrent aujourd'hui pour maintenir leurs moyens de subsistance. Par extension, ils posent la question des politiques de développement menées jusqu'à présent, et de leur adaptation aux impératifs et contextes particuliers des activités pastorales. Ils rappellent enfin la nécessité d'une actualisation permanente de la gestion des terroirs et territoires en vue d'une conciliation de la vocation agricole et pastorale des économies du Sahel. Cette note s'attache à examiner les

---

1. Ban KI-MOON, « A Climate Culprit In Darfur », *Washington Post*, 16 juin 2007. Disponible sur : <http://www.washingtonpost.com/wp-dyn/content/article/2007/06/15/AR2007061501857.html>

2. Entendu ici comme une modification durable du climat global de la Terre ou de ses divers climats régionaux, qu'elle soit liée aux activités humaines (émissions de gaz à effet de serre) ou à une variabilité climatique naturelle.

3. Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement. Rio de Janeiro : Conférence des Nations unies sur l'environnement et le développement. A/CONF.151/26, 1992.

4. Conférence des Nations unies sur le développement durable, *L'avenir que nous voulons*. Rio : Résultats de la conférence, A/CONF.216/L.1, 2012.

principaux enjeux relatifs aux conflits agro-pastoraux et à leurs liens à l'environnement dans le but de fournir un contrepoids à certaines perspectives dominantes, trop souvent réductrices.

## 1. Le Sahel : modes de production et changement climatique

La bande sahélienne est une région semi-aride s'étendant sur toute la largeur du continent africain de l'Atlantique à la Mer Rouge. Elle ceinture le Sahara dans sa partie méridionale et représente la séparation physique et culturelle entre le sud fertile du continent et le nord désertique. Pourtant, le Sahel ne marque pas de transition brusque avec le Sahara et s'inscrit dans une grande homogénéité sur le plan du climat<sup>5</sup>, de la géomorphologie et de l'utilisation des sols. Il est également, dans sa partie occidentale, une entité géopolitique depuis 1973, date de la formation du Comité permanent inter-États de lutte contre la sécheresse dans le Sahel (CILSS), qui rassemble neuf pays<sup>6</sup>.

Conséquence de ces conditions particulières, les populations sahéliennes ont développé des moyens de survie ajustés à leur environnement, en investissant notamment dans des systèmes de production mobiles (spécialisés comme l'élevage transhumant, ou mixtes comme l'agro-pastoralisme<sup>7</sup>). Le pastoralisme est la principale activité économique qui mette en valeur la région : il représente 70 à 90% du bétail sahélien et 30 à 40% de ses brebis et chèvres<sup>8</sup>.

Comme l'expliquent Banoin et Jouve, « la mobilité organisée des hommes et des troupeaux est une stratégie de base pour s'adapter à la forte inégalité spatio-temporelle des ressources pastorales et hydrauliques »<sup>9</sup> ; cette mobilité permet également de compenser le faible taux de renouvellement de ces ressources. Le pastoralisme n'en reste pas moins une activité précaire, du fait de sa forte dépendance envers un système écologique « sensible » et « instable »<sup>10</sup>.

Par ailleurs, le Sahel est une région souvent considérée comme particulièrement vulnérable au changement climatique<sup>11</sup>. Il est aujourd'hui établi que le climat de la planète est en train de changer : la température moyenne au niveau mondial a augmenté de 0,4 degré centigrade entre 1992 et 2010 et les dix années les plus chaudes enregistrées depuis 1880 ont eu lieu depuis

- 
5. Caractérisée par de longues saisons sèches entrecoupées de courtes périodes de mousson. La région connaît ainsi deux épisodes de sécheresse par cinq ans en moyenne.
  6. Burkina Faso, Cap Vert, Gambie, Guinée Bissau, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal et Tchad.
  7. C'est-à-dire la pratique simultanée d'activités pastorales et agricoles, au travers d'une semi-transhumance par exemple. Comme l'explique Beeler, « le terme transhumance désigne une migration structurée, par exemple un déplacement annuel d'un site à un autre. En cas de semi-transhumance, une partie de la famille reste sur place. Le nomadisme désigne par contre un déplacement plus informel, suivant l'eau et les pâturages. La transition entre les trois formes est graduelle ». Sabrina BEELER, *Conflits entre agriculteurs et éleveurs au Nord-ouest du Mali*. Londres, IIED, dossier n° 141, 2006, p. 6.
  8. *Promoting and Supporting Change in Transhumant Pastoralism in the Sahel and West Africa*, Policy Note 3. Paris, Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest.
  9. Maxime BANOIN & Philippe JOUVE, *Déterminants des pratiques de transhumance en zone agro-pastorale sahélienne. Cas de l'arrondissement de Mayahi, au Niger*, Actes du congrès Options méditerranéennes, Sér. A / n°39, Rupture... nouvelle image de l'élevage sur parcours. Montpellier, CIHEAM-IAMM, 2000, p. 91.
  10. « sensitive » et « insecure ». Voir: Tari DOTI, « Climate variability, pastoralists' vulnerability and options. The case of the Borana of Northern Kenya », in: Donald Anthony MWITURUBANI & Jo-Ansie VAN WYK (éd.), *Climate Change and Natural Resources Conflicts in Africa*. Pretoria : ISS Monograph 170, 2010, p. 189-204.
  11. Philipp HEINRIGS, *Incidences sécuritaires du changement climatique au Sahel : perspectives politiques*. Paris, Secrétariat du Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest, 2010.

1998<sup>12</sup>. Si les « climato-sceptiques » attribuent ce changement à une variation naturelle du climat, la plupart des scientifiques reconnaissent l'influence des émissions de gaz à effet de serre dans ce processus de réchauffement mondial. Au niveau régional, les modélisations et prévisions des évolutions climatiques sont l'objet de controverses plus vives encore, surtout au niveau des effets induits sur les précipitations. Comme le Sahel est une région caractérisée par une grande variabilité pluviométrique, il n'est pas évident de déterminer le rôle du changement climatique dans les différences de pluviosité observées d'une période à l'autre. De nombreux rapports faisant autorité, tel celui du Groupe d'experts intergouvernementaux sur l'évolution du climat (GIEC), ont constaté ou prévu une réduction drastique de la pluviométrie annuelle moyenne dans la région.

Mais d'autres études empiriques ont relevé une hausse des précipitations dans certaines zones du Sahel, susceptible même de s'accroître à l'avenir<sup>13</sup>. Le GIEC reconnaît lui-même la pluralité des modèles et la difficulté d'en tirer des prévisions formelles<sup>14</sup>. Les projections au niveau des températures, par contre, tendent vers un même constat : le Sahel est de plus en plus chaud. Le Sahara occidental et le Sahel pourraient enregistrer une hausse allant de 3,5 à 4 degrés centigrade sur l'ensemble du 21<sup>e</sup> siècle et ainsi compter parmi les zones les plus touchées par le réchauffement climatique<sup>15</sup>. Le changement climatique est donc bien une réalité, non seulement au niveau mondial, mais également – et tout particulièrement – au niveau sahélien. Ses effets, quels qu'ils soient, en termes de pluviométrie ou de température auront indiscutablement un impact sur les écosystèmes vulnérables du Sahel. Et ces changements environnementaux auront à leur tour des implications substantielles sur la vie des populations de la région.

## 2. La vulnérabilité des populations sahéliennes en question

Schématiquement, le changement climatique et ses conséquences peuvent être abordés selon deux approches<sup>16</sup>. La première cherche à déterminer les *impacts* d'une variation des conditions environnementales par rapport à une situation « normale » sur la vie des populations. La deuxième vise à évaluer les causes de la *vulnérabilité* au changement climatique. L'analyse des *impacts* du changement climatique au Sahel en termes sécuritaires s'envisage à deux niveaux.

Premièrement, ses conséquences (sécheresses...) peuvent représenter une menace à la sécurité humaine des populations vu qu'elles mettent en péril leurs moyens de subsistance (insécurité alimentaire, diffusion des maladies...).

Deuxièmement, ces menaces à la sécurité humaine peuvent avoir une influence indirecte sur la sécurité internationale. C'est ce que soulignent en substance l'Union européenne et les Nations

12. UNEP, *Keeping Track of our Changing Environment. From Rio to Rio+20 (1992-2012)*. Nairobi : UNEP, 2011.

13. Theophilus O. ODEKUNLE, Oniarah ANDREW & Sholademi O. AREMU, « Towards a wetter Sudano-Sahelian ecological zone in twenty-first century Nigeria », *Weather*, 63 (3), 2008, p. 66-70 ; I. B. ABAJE, O. F. ATI & E. O. IGUISI, « Recent Trends and Fluctuations of Annual Rainfall in the Sudano-Sahelian Ecological Zone of Nigeria: Risks and Opportunities », *Journal of Sustainable Society*, 1 (2), 2012, p. 44-51.

14. Michel BOKO *et al.*, « Africa », in: Martin PARRY, Osvaldo CANZIANI, Jean PALUTIKOF, Paul VAN DER LINDEN & Clair HANSON (eds), *Climate Change 2007: Impacts, Adaptation and Vulnerability. Contribution of Working Group II to the Fourth Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change*. Cambridge : Cambridge University Press, 2007, p. 447.

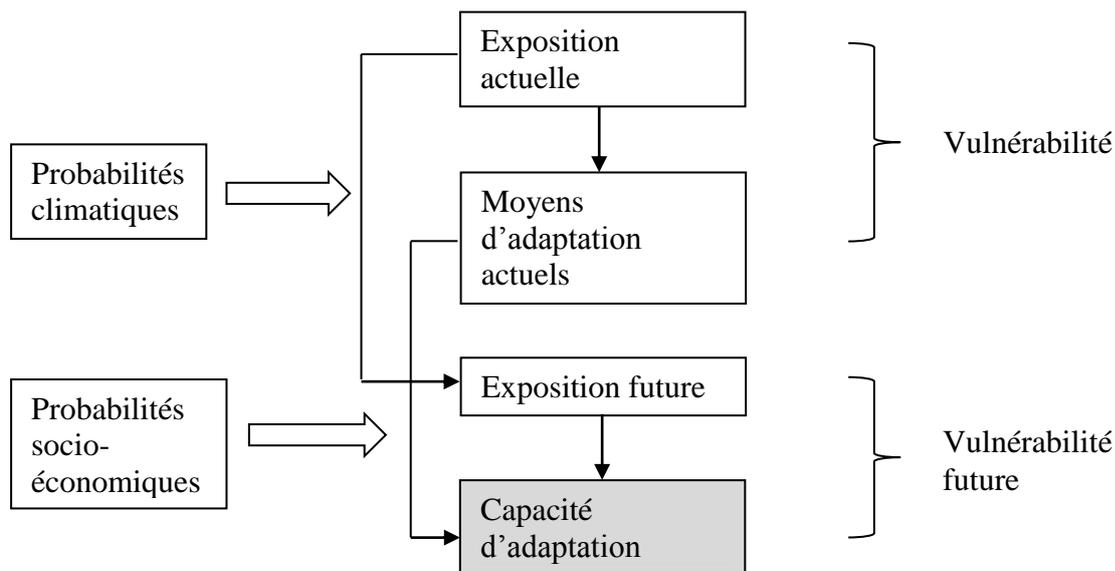
15. Michel BOKO *et al.*, « Africa », *op. cit.*

16. Jesse RIBOT, « Vulnerability does not just fall from the Sky: Toward Multi-scale Pro-poor Climate Policy », in: Robin MEARNS & Andrew NORTON (eds.), *Social Dimensions of Climate Change: Equity and Vulnerability in a Warming World*. Washington D.C. : The World Bank, 2010, p. 47-74.

unies dans leurs rapports respectifs de 2008 et 2009 sur les implications sécuritaires du changement climatique<sup>17</sup>. Prise séparément, cette vision est peu porteuse dans le sens où la seule façon de gérer le risque environnemental porté par le changement climatique est ici d'en attaquer les causes, à savoir réduire les émissions de gaz à effet de serre au niveau mondial<sup>18</sup>. Copenhague et Rio+20 ont amplement démontré que ce projet était plus qu'ardu. Pour trouver d'autres axes d'action, l'UE, l'ONU et bien d'autres ont intégré à leurs travaux la notion de vulnérabilité.

L'analyse des *vulnérabilités* ouvre en effet d'autres perspectives, centrées sur la résilience<sup>19</sup> des populations plutôt que sur le risque environnemental. Elle s'impose d'ailleurs dans les cercles décisionnaires internationaux préoccupés par les conséquences du changement climatique, ce qui explique le récent mais très net regain d'attention accordé aux communautés sahéliennes. Ces dernières sont en effet très vulnérables aux transformations de leur environnement, pour deux raisons. Tout d'abord, elles sont exposées à des variations environnementales et climatiques extrêmes, probablement appelées à se renforcer encore. Ensuite, leurs moyens d'adaptation, qui dépendent de leur situation socio-économique, sont précaires. Comme l'explique le PNUE, « la variabilité du climat [...] menace de dépasser les mécanismes d'adaptation de personnes déjà en prises avec la pauvreté, de mauvaises conditions d'hygiène, une croissance démographique rapide, un accès inégal aux ressources et une productivité économique réduite [...] »<sup>20</sup>.

Figure 1: Systèmes de vulnérabilité



**Source :** Crédits attribués à Barry Smit, voir : Hannah REID, Saleemul HUQ & Laurel MURRAY, *Adaptation Day at COP 9*. Londres : IIED, 2004, p. 4 (traduction de l'auteur).

17. *Climate Change and International Security*. Bruxelles: Paper from the High Representative and the European Commission to the European Council, S113/08, 14 mars 2008; United Nations General Assembly, « Climate Change and its possible security implications », Report to the Secretary General, A/64/350, 11 septembre 2009.

18. Et en admettant qu'un consensus plus large se dégage autour de la responsabilité humaine dans ce changement...

19. La résilience se définit ici comme la capacité d'un groupe ou d'un individu à s'adapter à un environnement changeant, à composer avec des chocs extérieurs qui remettent en cause son intégrité.

20. PNUE, *Environmental Scarcity and Conflict. Guidance Note for Practitioners*. Genève : The United Nations Interagency Framework Team for Preventive Action, 2010, p. 19.

Au Sahel, de nombreux observateurs craignent que le changement climatique contribue à perturber le cycle des saisons et intensifie des phénomènes de sécheresses ou d'inondations, déjà importants dans la région. Ces conséquences concrètes d'un changement climatique constituent donc un risque environnemental supplémentaire pour les populations locales. Jusqu'ici, leurs nombreux moyens et stratégies d'adaptation leur ont permis de composer avec les risques environnementaux. Les fermiers sahéliens ont développé plusieurs mécanismes « traditionnels » d'adaptation à un climat rigoureux.

Par exemple, en utilisant des indicateurs climatiques locaux comme l'observation du comportement de certains insectes, ces derniers peuvent construire des prédictions météorologiques sur base desquelles ils planifient leurs activités. En conservant traditionnellement un nombre élevé d'espèces non domestiquées (herbes, arbres, arbustes), les fermiers sahéliens disposent de ressources diversifiées, qui s'avèrent utiles en périodes de pénurie. Différentes techniques « simples » de conservation des sols sont aussi réapparues à la suite des sécheresses des années 1980, tel que le « zaï », un système de trous à semis qui remonte au 16<sup>e</sup> siècle<sup>21</sup>.

Son utilisation, avec d'autres techniques, a permis la récupération de 250 000 hectares de terres gravement dégradées (zipellé) au Niger depuis le début des années 1980<sup>22</sup>. La transition d'une culture à une autre (de l'arachide à la pastèque au Sénégal dans les années 1980), d'un type de sol à un autre, d'une activité spécialisée à une activité mixte, la migration (intra- ou transnationale, saisonnière ou permanente) ou l'innovation technologique sont d'autres formes possibles, parmi un plus grand nombre encore, de ces stratégies d'adaptation aux variations climatiques des fermiers sahéliens<sup>23</sup>.

Mais, en l'absence d'investissements additionnels ou de changements de politiques, si le risque augmente, la vulnérabilité des populations du Sahel fait de même. En d'autres mots, leur capacité d'adaptation, c'est-à-dire leur résilience aux chocs environnementaux futurs, risque de ne pas être suffisante à cause de plusieurs facteurs socio-économiques (voir figure 1). Par exemple, au Sahel, bien qu'il représente 40% du PIB et emploie 60 % de la population active, le secteur primaire reste paradoxalement peu diversifié.

L'agriculture y est caractérisée par une dépendance quasi-totale envers la pluie ; un usage faible d'apports extérieurs tels que des semences ou des fertilisants améliorés ; une absence de mécanisation ; et des liens faibles aux marchés<sup>24</sup>. Pour l'élevage, sédentaire et transhumant, le constat est similaire. Cette précarité du secteur primaire sahélien explique au moins en partie sa grande vulnérabilité aux effets du changement climatique.

Au sein des institutions internationales et autres organismes engagés dans le complexe environnement-sécurité-développement, une perspective particulière semble aujourd'hui se

21. Le zaï est une forme particulière de culture en poquet, pratiquée au Mali, au Niger et au Burkina Faso, qui permet de concentrer l'eau et la fumure dans des micro bassins où les graines seront semées. Il permet de réduire l'impact d'une sécheresse de 2 à 3 semaines mais ne pallie pas une trop grande pénurie (ou abondance) d'eau.

22. Stéphane JOST, Brahim SIDIBÉ & Mohamadou MAGHA, *Climate Change in West Africa. Sahelian Adaptation Strategies*. Paris : OECD, SWAC Briefing Note, 3, 2009.

23. Ces exemples sont principalement tirés de : Serigne TACKO KANDJI, Louis VERCHOT & Jens MACKENSEN, *Climate Change and Variability in the Sahel Region: Impacts and Adaptation Strategies in the Agricultural Sector*. Nairobi : Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE) & World Agroforestry Centre (ICRAF), 2006, p. 21-23.

24. *Idem*.

développer autour du concept de *résilience* des « institutions » et « communautés »<sup>25</sup> : dans cette vision, plusieurs options s'offrent aux populations confrontées à une dégradation de leur environnement. La première consiste, on l'a vu, à s'adapter à la « nouvelle donne » au travers de différentes stratégies. Lorsque cette option n'est pas possible, ou insuffisante, les populations peuvent choisir soit de migrer, soit de s'affronter à propos des rares ressources restantes<sup>26</sup>. Pour éviter le conflit ou des migrations déstabilisatrices, il convient donc de renforcer la *résilience* des communautés et institutions. C'est ce que prônent l'ONU et l'UE<sup>27</sup>. Le conflit n'illustre ici qu'un dysfonctionnement ou un manque de capacités de ces institutions. La consolidation de ces dernières passe dès lors par des politiques qui s'intègrent bien aux stratégies déjà en place (renforcement de l'État de droit, soutien à la décentralisation, gestion villageoise des terroirs...).

### 3. Les conflits agro-pastoraux : des dynamiques complexes

De nombreux pays sahéliens comme le Mali, le Niger, le Burkina Faso ou le Tchad, connaissent des systèmes de production hétérogènes, fonction de leur situation géographique : les régions du nord arides ou semi-arides, sont essentiellement valorisées par la pratique de l'élevage transhumant (cf. supra). Les régions du sud, plus fertiles, se prêtent quant à elles plus à l'agriculture. Dans la plupart de ces pays, les professions d'éleveur transhumant et d'agriculteur ont très longtemps été liées aux appartenances « ethniques » et aux systèmes de castes. Historiquement, cette spécialisation professionnelle structurait les échanges entre groupes sociaux partageant un même stock de ressources.

Sans idéaliser un passé où conflits inter- et intra-communautés étaient bien présents<sup>28</sup>, cette relation entre les groupes pouvait s'avérer symbiotique : dans la région du Kingui au Mali, Beeler explique qu'auparavant, « la venue des éleveurs en saison sèche était appréciée par les agriculteurs sédentaires, qui profitaient du fumier [...] et des cadeaux en lait et bétail. Pour les accueillir, les sédentaires leur creusaient des puits et préparaient le matériel pour les cases sur les champs à fumer. Souvent, les transhumants retournaient chaque année sur le champ du même agriculteur, de sorte qu'ils tissaient des relations étroites avec leurs logeurs »<sup>29</sup>.

Pourtant, dans la plupart des pays du Sahel, plusieurs facteurs ont concouru à une situation de compétition accrue autour des ressources disponibles et à une remise en cause du lien social unissant fermiers et éleveurs<sup>30</sup>. Aux variations climatiques se sont ajoutés les effets de tendances longues qui ont travaillé et refaçonné non seulement les rapports entre les sociétés sahéliennes et leur environnement, mais aussi leur structuration interne et leurs interactions.

25. Matthew TURNER, *Climate Change and Social Resilience: « Adaptive » Conflict in the Sahel*. Paper prepared for the Berkeley Environmental Politics Workshop, 2010. Disponible sur :

[http://globetrotter.berkeley.edu/bwep/colloquium/papers/Turner\\_ClimateChangeAndSocialResilience.pdf](http://globetrotter.berkeley.edu/bwep/colloquium/papers/Turner_ClimateChangeAndSocialResilience.pdf)

26. Halvard BUHAUG, Nils Petter GLEDITSCH & Ole Magnus THEISEN, « Implications of Climate Change for Armed Conflict », in: Robin MEARNES & Andrew NORTON (eds.), *Social Dimensions of Climate Change: Equity and Vulnerability in a Warming World*. Washington D.C. : The World Bank, 2010, p. 75-102.

27. *Climate Change and International Security*. op. cit. ; United Nations General Assembly, *Climate Change and its possible security implications*, op. cit.

28. Diverses études ont critiqué la vision d'une interaction entre agriculteurs et pasteurs plus symbiotique, ou moins violente dans le passé : Mark MORITZ, « The politics of Permanent Conflict : Farmer-Herder Conflicts in Northern Cameroon », *Canadian Journal of African Studies*, 40 (1), 2006, p. 101-126.

29. Sabrina BEELER, *Conflits entre agriculteurs et éleveurs au Nord-ouest du Mali*, op. cit., p. 6.

30. Ainsi que d'autres groupes sociaux pouvant faire le lien, au travers d'activités commerciales notamment.

La colonisation a encouragé un mode de gestion des ressources de plus en plus pyramidal, et l'action des administrations centralisées s'est rapidement séquencée selon le schéma « diagnostic-imposition », encore très prégnant aujourd'hui. Les politiques foncières et agricoles se sont distancées des pratiques et contextes locaux pour être orientées vers l'accroissement des rendements et focalisées sur certaines cultures, afin de dégager des surplus et répondre aux besoins de la Métropole.

L'hermétisation progressive des frontières, l'intégration à marche forcée aux marchés mondiaux, la privatisation des ressources partagées, la marginalisation des populations transhumantes des systèmes politico-administratifs ont également contribué à accentuer le fossé entre communautés sédentaires et transhumantes. Dès lors, des modes d'interactions entre communautés parfois vieux de plusieurs centaines d'années furent bouleversés, voire renversés. Il fallut attendre les années 1990 pour que la communauté internationale reconnaisse l'apport du pastoralisme à un « développement durable »<sup>31</sup>.

Dans la région malienne de Mopti par exemple, l'invasion de guerriers Fulani (les *Ardobé*) au 14<sup>e</sup> siècle déboucha sur l'instauration d'un système de répartition des terres par lequel des chefs locaux (*jowros*), des nobles pasteurs (*rimbé*) pour la plupart, géraient les ressources pastorales. Leurs principes de gestion des ressources pastorales et des couloirs de transhumance furent repris par l'État théocratique islamique qui leur succéda en 1818 (*Dina*), puis par le colonisateur français à partir de 1895. Après l'indépendance en 1960, et sous l'impulsion du président malien d'inspiration socialiste Keita, les fermiers furent favorisés en tant qu'éléments « productifs » de la nation et l'activité pastorale considérée comme un obstacle au développement<sup>32</sup>.

Conjuguées à une explosion démographique, ces bouleversements ont favorisé l'extension des surfaces cultivées et une marginalisation, politique et socio-économique, des populations nomades et transhumantes (les FulBe notamment). Dans le même temps, elles ont contribué à l'appauvrissement des sols : en imposant notamment, sur le conseil de partenaires internationaux, certains modes d'exploitation des sols (culture intensive, spécialisation...) au détriment de pratiques coutumières plus adaptées comme les systèmes de production mobiles, les États ont aggravé les phénomènes de dégradation d'écosystèmes déjà fragiles (désertification, érosion...).

Au Sahel, cette dynamique complexe a rapidement engendré une raréfaction des surfaces arables disponibles et, de là, un débordement croissant des cultures vers des terres jusque-là inexploitées ou, de manière plus problématique, dédiées aux activités pastorales. Cette pression à la baisse sur les ressources existantes a aussi eu pour corollaire le développement d'obstacles à la mobilité des pasteurs, qui ne pouvaient plus emprunter leurs itinéraires de transhumance traditionnels (voir figure 2) sans empiéter sur les cultures de fermiers sédentaires. Au Niger, une frontière non officielle instituée par le Code rural de 1961 séparait les régions pastorales du Nord des régions de culture du Sud.

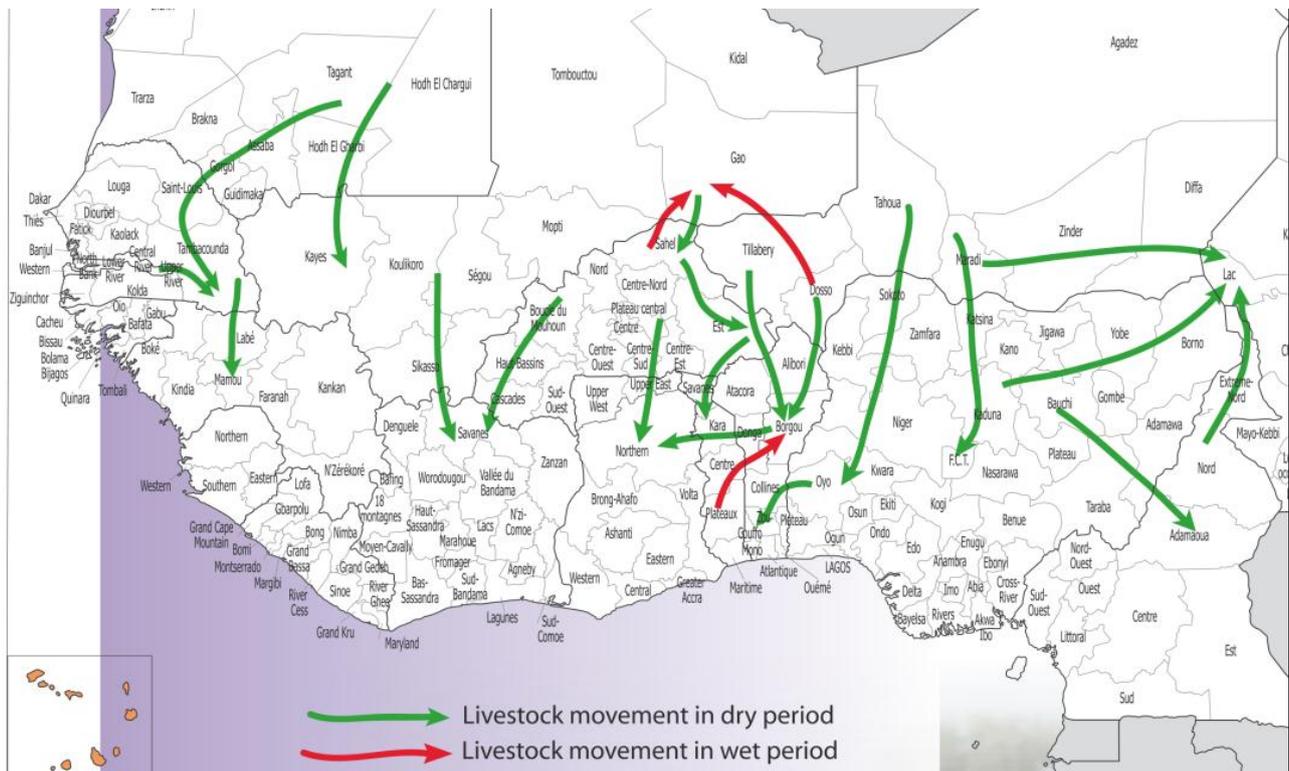
Cependant, « en raison d'une croissance démographique sans précédent dans le Sud et d'une gestion foncière inexistante dans le Nord, les agriculteurs étendent leurs champs dans cet espace pastoral contesté, tandis que les éleveurs se déplacent vers les zones agricoles du sud lors des

31. Voir : Michele NORI, Michael TAYLOR, Alessandra SENSI, *Droits pastoraux, modes de vie et adaptation au changement climatique*. Londres : IIED, dossier n° 148, 2008, p. 13.

32. Cette évolution est retracée dans : Tor A. BENJAMINSEN, Koffi ALINON, Halvard BUHAUG & Jill Tove BUSETH, « Does climate change drive land-use conflicts in the Sahel? », *op. cit.*, p. 101.

sécheresses afin de trouver des points d'eau et de pâture pour leurs troupeaux »<sup>33</sup>. Cette juxtaposition a pu conduire à des situations de surpopulation locale relativement nouvelles, potentiellement dommageable pour les sols et la disponibilité en ressources déjà rares. L'eau peut ainsi manquer, spécialement pendant les épisodes de sécheresse, pour servir à la fois aux besoins en irrigation et à l'alimentation du bétail.

Figure 2 : Couloirs de transhumance transnationaux en Afrique de l'Ouest



Source : *Promoting and Supporting Change in Transhumant Pastoralism in the Sahel and West Africa*, Policy Note 3. Paris : Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest.

De cette situation, partagée par la plupart des États sahéliens, ont émergé de nombreux conflits opposant les pasteurs aux agriculteurs. Ces conflits prennent donc le plus souvent la forme d'antagonismes découlant de dégâts portés aux cultures par le bétail, de mesures de rétorsion de la part des agriculteurs perçues comme injustes par les éleveurs ou de rivalités quant à l'accès aux sources d'eau, surtout en périodes de sécheresse. Des heurts peuvent arriver lorsque des éleveurs laissent leurs troupeaux paître sur des champs qui empiètent sur leurs couloirs de transhumance, ou lorsque la confiscation de têtes de bétail par des fermiers pour des dégâts portés aux cultures est perçue comme abusive par les éleveurs. L'extension de fermes autour de points d'eau traditionnellement utilisés par les pasteurs, jusqu'à les ceinturer parfois totalement, peut aussi générer des frictions.

Enfin, des désaccords peuvent émerger quant à l'interprétation ou la mise en œuvre de certaines pratiques coutumières. Le *Sammandé* dans le Kingui malien organisait l'accès des pasteurs aux résidus des champs (tiges de mil...), vus comme bénéfiques pour la santé des animaux par les

33. PNUE et al., *Sécurité des moyens d'existence. Changements climatiques, migrations et conflits au Sahel*. Genève : PNUE, 2011, p. 60.

éleveurs : ces résidus étaient mis en commun sous l'autorité du chef du village qui fixait une date à leur ouverture aux pasteurs. De nos jours, les éleveurs considèrent la date choisie trop tardive, et les résidus trop secs. Les agriculteurs reprochent souvent aux pasteurs de corrompre les chefs coutumiers pour avancer cette date<sup>34</sup>.

#### 4. Des conflits sociaux plutôt que des conflits environnementaux

Ces tensions ne sont donc pas nouvelles ; elles s'observent depuis que cultures et activités d'élevage se superposent dans l'espace durant la saison des pluies<sup>35</sup>. Elles ne sont pas pour autant inévitables, les contacts récurrents qu'entretenaient les communautés pastorales et agricoles ont historiquement été essentiellement coopératifs, et ils le sont toujours. Ces tensions sont en outre loin d'être les seules à s'exprimer dans la région sahélienne : elles s'ajoutent aux fréquents litiges concernant la propriété de biens fonciers, aux conflits de génération, aux oppositions intra- et inter-communautaires, etc.

La crainte que partagent aujourd'hui un grand nombre de personnes et organisations actifs sur la question est de voir les effets du changement climatique « aggraver » certaines tensions et fragilités existantes par ailleurs au travers des migrations induites, ou agir comme « détonateur » à des conflits de pénurie. Mais cette vision d'une conflictualité agro-pastorale exacerbée par les migrations ou par des phénomènes de pénurie pose question.

Premièrement, il est difficile d'établir un lien direct entre le changement climatique en tant que vecteur d'appauvrissement en ressources, et les conflits agro-pastoraux. Le conflit ne naît pas là où les ressources sont les plus rares. C'est plutôt le contraire qui se produit : la violence éclate lors d'épisodes d'abondance relative<sup>36</sup>, et a même tendance à se concentrer dans des régions comparativement plus riches. Dans le cas du Bénin, où l'OCDE indique que 90 personnes ont été tuées dans des conflits liés à la transhumance entre 1986 et 1994, 50 l'ont été dans la province du Zou, qui dispose pourtant de riches pâturages<sup>37</sup>.

Deuxièmement, les migrations ne sont pas forcément corrélées avec une l'apparition de violences, bien qu'elles représentent certainement des facteurs de déstabilisation. Au Sahel, la réduction des ressources pastorales conduit les éleveurs transhumants à se déplacer de plus en plus vers le sud, vers les zones cultivées, et leurs déplacements prennent un tour plus permanent qu'auparavant. De nombreux pasteurs du Mali et du Burkina Faso ont ainsi émigré depuis les grandes sécheresses des années 1970 et 1980 vers le nord de la Côte d'Ivoire, où ils louent des terres pour y cultiver des céréales ; dans le nord du Bénin, ce sont des pasteurs nigériens et nigériens qui se sont installés et ont créé de nouveaux villages<sup>38</sup>...

Un nombre croissant d'éleveurs migrent de plus en plus tôt vers le Sud et leur arrivée peut alors coïncider voire précéder la période des récoltes. Les obstacles à la mobilité des troupeaux, enfin,

34. Sabrina BEELER, *Conflits entre agriculteurs et éleveurs au Nord-ouest du Mali*, op. cit.

35. Matthew TURNER, Augustine AYANTUNDE, Kristen PATTERSON & Daniel PATTERSON III, « Livelihood Transitions and the Changing Nature of Farmer-Herder Conflict in Sahelian West Africa », *Journal of Development Studies*, 47 (2), 2011, p. 184.

36. Cullen S. HENDRIX & Idean SALEHYAN, « Climate change, rainfall, and social conflict in Africa », *Journal of Peace Research*, 49 (1), 2012, pp. 35-50 ; Indra DE SOYSA, « Ecoviolence: Shrinking Pie, or Honey Pot? », *Global Environmental Politics*, 2002, 2 (4), p. 1-34.

37. *Promoting and Supporting Change in Transhumant Pastoralism in the Sahel and West Africa*, op. cit.

38. *Idem*

conduisent à des modifications des couloirs de transhumance ; ces obstacles sont notamment l'augmentation des terres cultivées, les difficultés d'accès aux sources d'eau mais également l'insécurité engendrée par les diverses insurrections du Nord-Sahel. Ces dernières ont aujourd'hui pris une ampleur considérable, comme l'illustre la situation au Nord-Mali. Ces facteurs de transformation des flux et échanges entre communautés peut, et c'est naturel, comporter une part de conflictualité ; ils mettent à l'épreuve des schémas de coopération éprouvés par le temps, et amènent à des confrontations entre communautés en situation de précarité et peu habituées à se côtoyer.

Pourtant, la brusque mise en concurrence de communautés et groupes sociaux qui n'ont pas forcément un historique d'interactions soutenues autour d'insuffisantes ressources communes n'est pas l'unique élément d'explication à l'émergence de violences. Comparant deux régions tchadiennes, Sougnabe démontre que les conflits entre éleveurs et agriculteurs ne sont pas tant causés par des facteurs démographiques et environnementaux faisant pression sur les ressources disponibles que par une brusque confrontation entre groupes sociaux qui ne se connaissent pas *et par une mauvaise gestion de leurs antagonismes*<sup>39</sup>.

Toute société est traversée par une multitude de conflits. Ceux-ci sont un élément de renouvellement des structures sociales et politiques et sont à ce titre positifs ; le problème se situe dans leur escalade, et dans le recours à la violence qui peut en découler. Au Sahel, ces conflits qui dégénèrent impliquent dans nombre de cas l'usage d'armes, le vol ou l'abattage de bétail, la destruction intentionnelle des propriétés des agriculteurs (plantations, greniers)... Dans des cas extrêmes, ils pourraient même connaître une escalade sanglante lorsqu'ils ne sont pas jugulés, comme l'argumentait Ban Ki-Moon en parlant du Darfour.

Où se trouve la cause de cette escalade ? Suivant les constatations de Sougnabe, elle repose sur les dysfonctionnements des institutions et normes cadrant les interactions de communautés brusquement confrontées à des défis relativement nouveaux, et censées mitiger leurs conflits. Poussant l'analyse plus loin, Turner explique que les communautés ou institutions sahéliennes ne sont ni homogènes ni figées, et que les conflits agro-pastoraux sont des processus essentiellement politiques, un reflet de jeux de pouvoir locaux plutôt que des antagonismes entre groupes sociaux distincts<sup>40</sup>. D'un point de vue diachronique, c'est donc la transformation des sociétés sahéliennes qui est en cause dans l'exacerbation perçue des conflits agro-pastoraux, non tant les migrations ou les pénuries. Ces conflits sont plus sociaux qu'environnementaux. Deux tendances lourdes peuvent ici être schématiquement isolées : les processus de décentralisation de l'autorité étatique et la dissolution de la spécialisation professionnelle.

Dans la plupart des pays du Sahel, la centralisation du pouvoir politique et l'imposition de principes nouveaux par des acteurs extérieurs n'a pas signifié la fin des allégeances coutumières. Les autorités traditionnelles fournissaient un ancrage au pouvoir central et étaient bien souvent reconnues dans leurs prérogatives pour autant que leur soutien au régime soit acquis. Par contre, les processus de décentralisation du pouvoir politique des années 1990 ont été cruciaux dans la dégradation des schémas traditionnels de gouvernance locale.

---

39. Italiques de l'auteur. Voir : Souapibé Pabamé SOUGNABE, « Conflits agriculteurs-éleveurs en zone soudanienne au Tchad. Une étude comparée de deux régions : Moyen-Chari et Mayo-Kebbi », in : Jean-Yves JAMIN, Lamine SEINY-BOUKAR & Christian FLORET (eds.), *Savanes africaines : des espaces en mutation, des acteurs face à de nouveaux défis*. Actes du colloque, mai 2002, Garoua, Cameroun.

40. Matthew TURNER, *Climate Change and Social Resilience: « Adaptive » Conflict in the Sahel*, op. cit.

Au Mali par exemple, ce processus de réforme de la gestion publique qui s'est étalé sur l'ensemble de la décennie 1990-2000 a débouché sur la création de 683 nouvelles communes (en plus des 19 déjà existantes), ainsi que de 52 cercles, 8 régions et du district de Bamako. Il a aussi et surtout engendré de sérieux questionnements au niveau du transfert des pouvoirs, responsabilités et ressources de l'État, et au niveau du rôle des autorités coutumières<sup>41</sup>.

Pour Beeler, les communes ont interprété la décentralisation comme une privatisation des ressources à leur profit et ont progressivement marginalisé les mécanismes traditionnels de gestion des conflits<sup>42</sup>. Si les patriarches pouvaient mitiger les antagonismes de manière consensuelle, leur perte d'influence au profit des institutions étatiques décentralisées conduit les parties à chercher plus souvent un arbitrage auprès de ces dernières. Or, ces institutions fonctionnent selon le schéma « un gagnant pour un perdant » hérité des traditions légales européennes, et peuvent ainsi récompenser des stratégies de confrontation qu'un arbitrage interne aurait contenues sur base d'affiliations et de pratiques coutumières<sup>43</sup>.

De plus, les éleveurs peuvent préférer se référer à des niveaux administratifs supérieurs (canton, arrondissement) plutôt qu'auprès des autorités coutumières villageoises, perçues comme partiales. Les villageois peuvent alors mal vivre le fait de ne pas être consultés, ou intégrés dans les négociations autour de couloirs de transhumance par exemple<sup>44</sup>. Au Niger, qui a connu un processus de décentralisation comparable, Sougnabe explique que « la plupart des conflits sont réglés au niveau des autorités civiles et militaires et rares sont les conflits qui sont réglés impartialement. Plus souvent, ces règlements aboutissent à des jugements qui frustrent les victimes (agriculteurs et éleveurs), qui repartent avec un esprit de vengeance »<sup>45</sup>. Ces frustrations peuvent mettre à mal la communication et les relations entre communautés, voire déboucher sur des conflits ponctuels.

Cette transformation des systèmes d'allégeance et de gestion des conflits n'est pas la seule conséquence des évolutions politiques de la région depuis la deuxième moitié du 19<sup>e</sup> siècle. La colonisation et ses suites, ainsi que l'intégration aux dynamiques de la mondialisation, ont engendré de sérieux bouleversements dans les structures de production. L'introduction de vaccins, par exemple, a facilité la pratique de l'élevage et a permis à de nombreuses communautés agricoles de convertir leur épargne<sup>46</sup> – jusque-là investie dans l'or – en bétail. D'autres innovations technologiques ont parallèlement réduit la quantité de main-d'œuvre requise pour le travail des champs, et permis à certains éleveurs de se sédentariser, au moins partiellement.

Le Sahel a ainsi connu une diffusion progressive des pratiques de production mixtes alliant culture et pastoralisme (l'agropastoralisme), qui s'est accélérée ces dernières décennies, en réponse aux

41. Cheibane COULIBALY, *La décentralisation au Mali : le « transfert de compétences » en difficulté*. AGTER : fiche pédagogique, décembre 2010. Disponible sur : [http://www.agter.asso.fr/article568\\_fr.html](http://www.agter.asso.fr/article568_fr.html)

42. Sabrina BEELER, *Conflits entre agriculteurs et éleveurs au Nord-ouest du Mali*, op. cit., p. 6.

43. Matthew TURNER, Augustine AYANTUNDE, Kristen PATTERSON & Daniel PATTERSON III, « Linkages Between Community, Environmental, and Conflict Management: Experiences from Northern Kenya », *World Development*, 40 (4), 2011, p. 745-757 ; Guyo O. HARO, Godana J. DOYO & John G. MCPEAK, « Conflict Management, Decentralization and Agropastoralism in Dryland West Africa », *World Development*, 33 (2), 2004, p. 285-299.

44. Matthew TURNER, *Climate Change and Social Resilience: « Adaptive » Conflict in the Sahel*, op. cit.

45. Souapibé Pabamé SOUGNABE, « Conflits agriculteurs-éleveurs en zone soudanienne au Tchad. Une étude comparée de deux régions : Moyen-Chari et Mayo-Kebbi », op. cit.

46. Dont l'augmentation est elle-même largement due aux transformations des modes de production induites par la colonisation, qui visaient à dégager un surplus et non un rendement suffisant aux besoins de la communauté.

nouveaux défis environnementaux notamment<sup>47</sup>. Le nombre d'animaux élevés par les fermiers sédentaires du Sahel a même aujourd'hui dépassé celui des pasteurs nomades. Cette dissolution de la spécialisation socio-professionnelle a donc suscité une déstructuration des échanges traditionnels entre groupes sociaux sahéliens. Elle ouvre néanmoins de nouvelles perspectives : la convergence des moyens et méthodes de production augmente également les intérêts partagés et les relations liées aux activités de production entre groupes<sup>48</sup>.

Finalement, ces conflits posent donc plus la question de l'organisation politique et économique des sociétés sahéliennes, et des politiques de développement préconisées par leurs partenaires internationaux, que celle de leur exposition à des chocs ou stress environnementaux. Pour Davidheiser & Luna, ce sont d'ailleurs les interventions et réglementations modelées autour de modèles et principes occidentaux qui sont à l'origine de la multiplication et de l'intensification des conflits entre éleveurs et agriculteurs d'Afrique de l'Ouest<sup>49</sup>. Les variations environnementales sont certainement un facteur déstabilisant pour les populations sahéliennes lorsque la résilience de ces dernières est déforcée par d'autres facteurs, socio-économiques principalement. Mais cette déstabilisation elle-même n'est pas forcément négative ou violente ; elle est vectrice de changements, et à ce titre provoque des conflits. La violence, elle, dépend des jeux de pouvoir s'exprimant à l'échelon local et de la « micropolitique » entourant l'accès aux ressources<sup>50</sup>. Ce sont ces facteurs *politiques* locaux qui sont la clé de compréhension des conflits agro-pastoraux.

## Conclusion

Les conflits agro-pastoraux sont des conflits sociaux avant tout. Ils expriment les dissensions qui peuvent exister au sein de groupes sociaux trop souvent perçus comme homogènes et questionnent ainsi la vision des « communautés » et « institutions » sahéliennes en tant qu'unités sociales isotropes. Ils mettent en scène le jeu « micropolitique » entourant l'accès aux ressources locales. Plus que les symptômes d'un manquement ou d'une faiblesse des institutions reconnues ou mises en place par les autorités étatiques, ils sont la manifestation des jeux de pouvoir qui se déroulent en leur sein. Le climat et ses variations, finalement, ne représentent qu'un apport contextuel à des dynamiques de transformation potentiellement positives et négatives.

Au niveau interne, les conflits agro-pastoraux posent la question de l'adaptation des administrations et systèmes socio-politiques à la spécificité et aux contraintes du pastoralisme. Le risque de conflits pourrait être réduit par des politiques d'assistance et de sécurisation de la mobilité. Mais ces dernières requièrent un appareillage administratif adapté, entre l'échelon local et national, qui revalorise des systèmes de propriété collective et intègre clairement les différentes institutions en charge de la gestion des conflits. De telles réformes, bien sûr, sont complexes. Mais les modes de gestion ou de médiation forgés par les acteurs locaux fournissent une partie de la réponse ; ils représentent à la fois un capital de départ substantiel et une source d'inspiration sur lesquels il est possible (et recommandé) de capitaliser.

---

47. PNUE *et al.*, *Sécurité des moyens d'existence. Changements climatiques, migrations et conflits au Sahel*. Genève : PNUE, 2011.

48. Matthew TURNER, Augustine AYANTUNDE, Kristen PATTERSON & Daniel PATTERSON III, « Livelihood Transitions and the Changing Nature of Farmer-Herder Conflict in Sahelian West Africa », *op. cit.*

49. Mark DAVIDHEISER & Aniuska M. LUNA, « From Complementarity to Conflict: A Historical Analysis of Farmer-Fulbe Relations in West Africa », *African Journal on Conflict Resolution*, 8 (1), 2008, p. 77-103.

50. Matthew TURNER, *Climate Change and Social Resilience: « Adaptive » Conflict in the Sahel*, *op. cit.*

À un niveau international, ces conflits posent la question des influences extérieures dans la définition des politiques de développement et leur mise en œuvre au sein de structures étatiques fragiles. L'imposition de certains modes d'exploitation de la terre, d'organisation sociale, ou de quadrillage administratif a progressivement débouché sur de difficiles juxtapositions entre structures coutumières et « modernes », les premières étant trop souvent considérées comme désuètes voire rétrogrades.

L'expérience de certaines agences de développement commence actuellement à mettre en valeur l'intérêt d'une coopération axée sur la valorisation et la consolidation des compétences locales : la mise en place de conventions locales de gouvernance des ressources agro-pastorales, et de forums de négociations quant aux couloirs de transhumance a ainsi largement fait ses preuves.

À un niveau plus global encore, ces conflits questionnent la vision de l'environnement et du changement climatique en tant qu'enjeux sécuritaires *per se*. Si l'enjeu du changement climatique est effectivement crucial, ses impacts sécuritaires, au niveau local tout particulièrement, restent sujets à débat et interprétation. Les tensions entre agriculteurs et pasteurs démontrent que la question environnementale ne peut masquer les considérations socio-politiques complexes qui sous-tendent tout conflit. Au Sahel, on ne se combat pas à cause de l'environnement mais, comme ailleurs, par peur ou par calcul.

\* \* \*

#### Avec le soutien du



GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG  
Ministère des Affaires étrangères  
Direction de la coopération  
au développement

**Bruno Hellendorff** est chercheur au GRIP. Son travail porte notamment sur la dimension sécuritaire des politiques de gestion des ressources naturelles, et plus particulièrement sur les liens entre changement climatique et exploitation du milieu naturel d'une part, et prévention des conflits d'autre part. Il a récemment publié *Ressources naturelles, conflits et construction de la paix en Afrique de l'Ouest* (Rapport du GRIP, 01 juillet 2012). Il est également doctorant à l'Université Catholique de Louvain.

Le **Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (GRIP)**, créé en 1979, est un centre de recherche indépendant reconnu comme organisation d'éducation permanente par le Ministère de la Communauté française de Belgique. Le GRIP a pour objectif d'éclairer citoyens et décideurs sur les problèmes souvent complexes de défense et de sécurité, et souhaite ainsi contribuer à la diminution des tensions internationales et tendre vers un monde moins armé et plus sûr en soutenant les initiatives en faveur de la prévention des conflits, du désarmement et de l'amélioration de la maîtrise des armements. Le GRIP est composé d'une équipe de 22 collaborateurs permanents, dont 14 chercheurs universitaires, ainsi que de nombreux chercheurs-associés en Belgique et à l'étranger.

< [www.grip.org](http://www.grip.org) >